

AFFAIRE OAIC : LE DG CONDAMNÉ À DEUX ANS DE PRISON FERME

Un an avec sursis pour le patron du groupe SIM

Le tribunal d'El Affroun dans la wilaya de Blida, a rendu hier son verdict dans l'affaire dite de l'OAIC. Les peines qui sont tombées comme un couperet en ont surpris plus d'un.

C'est l'actuel directeur général de l'OAIC qui a écopé de la plus lourde peine, à savoir deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 100 000 DA. En revanche, le patron du groupe SIM — pour lequel le tribunal n'a retenu que le chef d'inculpation de complicité de dilapidation de deniers publics —, a été condamné à une peine d'un

an de prison avec sursis. Pour les autres accusés, les décisions varient entre la relaxe et un an de prison ferme, notamment contre huit cadres centraux de l'Office algérien interprofessionnel des céréales. M^e Ezzerâimi Mustapha, avocat du patron de SIM, nous a fait savoir qu'il interjetterait appel auprès de la cour de Blida car il conteste,

dira-t-il, la décision du tribunal, considérant que son client est innocent. En outre, il rejette de facto le reproche de complicité de dilapidation. «Nous ne commentons pas la décision de justice. Toutefois, le patron de SIM n'a aucune relation avec cette affaire quand bien même plusieurs griefs pour lesquels il était poursuivi, ont été écartés», soutiendra M^e Ezzerâimi. Rappelons que cette affaire a été jugée le 28 sep-

tembre dernier et le procès, qui se prolongeait tard la nuit, a duré trois jours. 32 personnes ont été accusées dans cette affaire dont l'enquête préliminaire a été menée par les éléments de la section de recherche du groupement de gendarmerie de Blida sur la base d'une lettre anonyme. Ces personnes sont accusées de dilapidation de deniers publics, faux et usage de faux, passation de marchés contraires à la réglementation ainsi que

d'avoir octroyé des avantages au profit des minoteries du groupe SIM, entre autres des rabais sur le prix du blé et des quotas supérieurs par rapport aux autres meuniers. A l'issue du procès, le représentant du ministère public avait requis les peines de huit ans de prison contre le DG de l'OAIC et cinq ans contre le patron de SIM. Les avocats de la défense ont tenté, dans leurs plaidoiries, de démonter toutes

les accusations retenues contre leurs clients, se basant, à l'évidence, sur les deux expertises qui ne font état d'aucun préjudice subi par l'OAIC. Pour les robes noires, les passations de marchés entre l'office et le groupe SIM ont été réalisées dans «la légalité absolue et la transparence même». A noter enfin que l'instruction de cette affaire a duré 15 mois.

M. B.

BÉJAÏA : AFFAIRE DU LICENCIEMENT DE 35 TRAVAILLEURS ET TROIS SYNDICALISTES CHEZ IFRI

La LADDH réclame l'ouverture d'une enquête

L'affaire du licenciement massif de pas moins de trente-cinq travailleurs et de trois membres de la section syndicale par le gérant de l'unité de mise en bouteille d'eau minérale Ifri, le mois d'août dernier, a suscité une vive réaction de la section de la LADDH de Béjaïa.

Dans un communiqué rendu public, la section locale de la LADDH de Béjaïa a réclamé la désignation d'une commission d'enquête pour faire «toute la lumière» sur cette affaire de licenciement des 35 ouvriers et des 3 syndicalistes par le gérant du groupe Ifri qui a également intenté une action en justice à l'encontre d'un groupe d'ouvriers pour avoir enclenché un mouvement de protestation exigeant «l'amélioration de leurs conditions de travail».

«Le dialogue est le seul moyen pour le règlement des conflits», note la section de la LADDH de Béjaïa dans son communiqué tout en considérant qu'«il est de la responsabilité de l'Etat de prendre toutes les mesures adéquates à même de s'assurer que les autorités compétentes protègent les travailleurs, indivi-

duellement et collectivement, de toute action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime de leurs droits consacrés par la Constitution». Il convient de rappeler qu'un groupe important com-

posé de trente-cinq travailleurs et trois syndicalistes de l'unité de mise en bouteille d'eau minérale d'Ouzellaguène (Béjaïa) ont, à la fin du mois d'août dernier, fait l'objet d'une décision de licenciement signée par le gérant de l'entreprise tandis qu'un quatrième syndicaliste a été suspendu «jusqu'à nouvel ordre». Entre autres reproches retenus et signifiés sur les

décisions de licenciement «la participation à un arrêt de travail en violation des dispositions légales» en rapport au mouvement de protestation qui a secoué l'entreprise Ifri du 1^{er} au 4 août 2009. Pour les syndicalistes de l'entreprise, «cette décision de fin de fonction est en violation de la loi 90/11 du 02 avril 1990 dans son article 113 et de la loi 90/14 du 2 juin 1990».

A. K.

OUVERTURE LE 8 NOVEMBRE DE LA TROISIÈME SESSION CRIMINELLE
56 affaires enrôlées dont 3 liées au terrorisme

Le troisième session criminelle de la cour de Béjaïa s'ouvrira le 8 novembre et s'étalera jusqu'au 13 décembre 2009. Au total, pas moins de 56 affaires dont 3 liées au terrorisme seront examinées tout au long de cette session mettant en cause 124 personnes. Parmi les individus incriminés dans diverses affaires, 82 sont en détention préventive, 31 mis en cause en liberté provisoire et 11 autres se trouvent actuellement en fuite, a indiqué lors d'un point de presse animé

dimanche après-midi, le premier procureur général adjoint Saïd Amieur. Ces affaires, qui seront jugées à l'issue de cette troisième session criminelle, portent, entre autres, sur des actes de banditisme, de détention illégale d'arme à feu, de fraude, de mœurs et de trafic de drogue. La cour aura également à traiter trois affaires liées au terrorisme. Notons enfin l'enrôlement de l'affaire qui avait vu, il y a quelques mois, un policier prendre un magistrat en otage.

A. K.

JUGEMENT DES ÉMEUTIERS DE DIAR-ECHEMS
5 jeunes condamnés à 2 ans de prison ferme

C'était avant-hier, tard dans la soirée, que le président de la seconde chambre près le tribunal de Sidi-M'hamed a rendu son verdict dans l'affaire des jeunes émeutiers de Diar-Echems. Ainsi, sur la quinzaine de personnes déferées devant la justice, cinq d'entre elles, aux antécédents judiciaires avérés, ont été condamnées à deux années de prison ferme, alors que les dix autres à trois années avec sursis. Il y a lieu de noter que l'avocat général a requis contre ces personnes mises en cause dans cette affaire deux années de prison ferme, alors que la partie civile, représentée en la circonstance par un délégué du Trésor public, a demandé deux millions de dinars de dommages et intérêts. Jeudi passé, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales avait indiqué que quinze personnes avaient été appréhendées lors des incidents de Diar-Echems et présentées à la justice. Parmi elles, cinq ont été placées sous mandat de dépôt, car ayant des antécédents judiciaires, et six autres remises en liberté provisoire. Quatre mineurs ont pu rejoindre leur domicile, avait-il précisé.

Abder Bettache

Al-Qaïda au Maghreb s'invite à Diar-Echems

Al-Qaïda au Maghreb a diffusé hier sur son site Internet un communiqué où elle tente de récupérer à son profit les actions menées par des habitants du quartier algérois de Diar-Chems qui ont protesté contre leurs conditions de vie.

Le communiqué est daté de vendredi dernier. C'est-à-dire de deux jour après que les «émeutes» qui, s'étant estompées dès le mercredi précédent, avaient laissé place à un retour au calme,

suite à une réunion des habitants avec les autorités de wilaya et aux déclarations du ministre de l'Intérieur. Misant sur les conditions similaires qui ont été à l'origine des protestations de Diar-Echems et qui se retrouvent un peu partout au niveau national, l'organisation terroriste a repris dans son communiqué sur trois pages son discours habituel contre les dirigeants du pays, qualifiés de «fils de la France». Elle a appelé les «musulmans de la capitale» à la révolte dans les autres zones d'Alger afin de généraliser une «intifadha» à l'échelle du pays par un effet d'en-

traînement, en faisant un parallèle avec octobre 1988. Cette tentative de récupération islamiste des pré-occupations légitimes des habitants de Diar-Echems avait commencé, la veille de la rédaction de ce communiqué, sur des forums de la galaxie d'Al-Qaïda, avec photos insistant sur des femmes totalement voilées derrière des banderoles de protestation en langue arabe pour appuyer le caractère idéologique de la contestation. Il se trouve seulement que ce même quartier de Diar-Echems avait connu, déjà, en 1981, une protestation similaire pour les mêmes raisons que celles d'au-

jourd'hui et, indépendamment de l'intervention des brigades anti-émeutes, des «barbus» de l'époque avaient pris à partie et agressé des citoyens parmi ceux qui se battaient pour l'amélioration des conditions de vie dans le quartier. C'est dire que les islamistes, armés ou pas, sont mal placés pour chevaucher les actions citoyennes pour les revendications légitimes de la population. Surtout quand cela vient de la part d'Al-Qaïda au Maghreb qui, la veille même de la rédaction de son communiqué diffusé hier, avait signé l'assassinat de sept martyrs du devoir de Souk El-Thenine et bles-

sé deux autres dont l'un d'eux ne pourra s'en sortir que par miracle. Si ce dernier communiqué de l'organisation terroriste n'est rien d'autre qu'un de plus de la part de criminels qui exploitent n'importe quel prétexte pour légitimer leurs crimes et leurs promesses de «vengeance», la manifestation des jeunes de Diar-Echems ne doit pas être perçue que comme une de plus également. La bombe sociale risque d'être autrement plus ravageuse que le terrorisme qui est aujourd'hui circonscrit dans un certain nombre de régions du pays.

Mohamed Issami